



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2902
15 mars 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Macron, Biden, les va-t-en guerre... avec la peau des travailleurs ukrainiens et russes



SERHII NUZHNIENKO REUTERS

Fin de vie

**Mourir... et vivre
dans la dignité!**

Page 5

Enseignement

**Grèves pour
de vrais moyens**

Page 7

Haïti

**Le pouvoir
des gangs**

Page 8

Leur société

- Les députés et la guerre 3
- Budget 2025 : l'État « pompe à fric » pour les capitalistes 4
- Affections longue durée : des économies les yeux fermés 4
- Transports sanitaires : pour quelques euros de plus... 4
- Retraites : leçon de politique macronienne 4
- Fin de vie : mourir et vivre dans la dignité 5
- Armement : la France, deuxième exportateur de mort 5
- Marck : les bambins en uniforme 5
- Saint-Étienne : l'éducation populaire attaquée 6
- Bus du Calaisis : discrimination 6
- Dieppe : décision inique 6
- Enseignement : la grève en Seine-Saint-Denis 7
- Lot-et-Garonne : la colère dévoyée des petits agriculteurs 16

Dans le monde

- Haïti : guerre des gangs et manœuvres américaines 8
- Portugal : l'extrême droite refait surface 8
- Gaza : Biden critique Netanyahu... et le laisse continuer la guerre 9
- Tchad : la Françafrique fait crédit à Déby 9
- Poutine : une réélection programmée 10
- Iran : abstention massive aux élections 10
- Sioen - Belgique : une fermeture révoltante ! 16

Dans les entreprises

- Le 19 mars : secteur public, salaires à la traîne ! 11
- Dassault Aviation : le beurre et l'argent du beurre 11
- Nos lecteurs écrivent : profits en hausse dans l'armement 11
- Forvia - Méru 11
- Uber, Deliveroo 11
- SNCF - Dijon 12
- Stellantis - Rennes-La Janais 12
- Chantier naval Saint-Nazaire 12
- Elior Derichebourg Grenoble 13
- Guadeloupe : suspension de la grève aux Abymes 13
- MEG Mécanique - Oiry 13
- Centre hospitalier de Nevers 14
- CHI Clermont Fitz-James 14
- Renault - Flins 15

Européennes

- La liste Lutte ouvrière, une liste communiste révolutionnaire 3

Agenda

- Les fêtes régionales 3
- La fête de Lutte ouvrière à Presles 16

Non à la guerre impérialiste avec la peau des prolétaires ukrainiens et russes !

Alors que tous ses alliés disent exclure l'envoi de troupes en Ukraine, Macron persiste et signe. Il avait déjà appelé les Européens à ne pas être « lâches ». Puis le 12 mars il a ouvert un débat parlementaire sur l'aide militaire à l'Ukraine.

Officiellement, le gouvernement aurait déjà engagé 6,7 milliards d'euros, dans l'opacité la plus totale puisque le Parlement n'a pas eu son mot à dire. Et le débat organisé l'a été pour la galerie, avec un vote non-contraignant !

Ce cirque est destiné à alimenter les polémiques politiciennes, en grossissant artificiellement les différences partisans. Car, sur le fond, de Le Pen à Roussel en passant par Mélenchon, tous sont d'accord pour apporter un soutien armé à l'Ukraine. S'ils critiquent Macron, c'est à la marge, au nom de considérations stratégiques et diplomatiques.

Mais, pour le gouvernement, ce débat est aussi et surtout l'occasion de passer une nouvelle couche de propagande guerrière et de nous rabâcher qu'« il faut être prêts aux sacrifices pour aider l'Ukraine ».

Qui ne souhaite pas venir en aide à la population ukrainienne ? Toute la question est de savoir si l'envoi d'armes, voire de soldats, par les États-Unis et les États européens, sert réellement à l'aider.

La réponse est non. Si les dirigeants occidentaux s'impliquent autant en Ukraine, c'est qu'il s'agit de LEUR guerre. D'une guerre pour leur domination économique sur cette région, qu'ils s'acharnent à détacher de la sphère d'influence russe depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991.

Exploitation de la main-d'œuvre, rachat d'usines, endettement auprès des banques occidentales : une bonne partie de l'économie ukrainienne est passée sous la coupe des capitalistes occidentaux. Ce mouvement s'accélère à la faveur de la guerre, comme en témoignent la privatisation et la concentration d'immenses exploitations agricoles, sous l'impulsion de financiers occidentaux.

De plus en plus de paysans ukrainiens sont ainsi privés de terres, pendant que les droits et les conditions de travail des salariés sont attaqués, au nom, bien sûr, de l'effort de guerre.

Sans oublier les ouvriers et les paysans qui ont été transformés en soldats et ont laissé une jambe, un bras, voire leur peau, dans les combats. Et combien d'autres sacrifices leur seront

demandés pour reconstruire leur pays ?

Les seuls gagnants de cette guerre sont les oligarques ukrainiens et les multinationales comme ArcelorMittal, Nestlé ou Vinci, les banques comme le Crédit Agricole et, bien sûr, les marchands de canons occidentaux.

Les transformer en chair à canon ou en faire de la chair à patron, voilà ce que les grandes puissances appellent aider les Ukrainiens !

Que ce soient les États-Unis ou des puissances de second ordre comme la France, les pays impérialistes n'interviennent que pour défendre leurs intérêts, jamais pour sauver les peuples.

Que font-elles pour les Palestiniens de Gaza affamés par l'État d'Israël ? Elles se donnent bonne conscience en larguant quelques vivres et laissent le massacre continuer ! La guerre à Gaza a déjà fait plus de 30 000 morts. Si la vie de femmes, d'enfants et d'hommes comptait aux yeux de ces grandes puissances, elles pourraient facilement agir, puisqu'Israël est un proche allié qui dépend de leur soutien financier et militaire.

Et où ont-elles mené Haïti ? Là-bas, les États-Unis n'ont cessé de soutenir des cliques de politiciens corrompus et même de les armer. Aujourd'hui, la population est livrée à la violence inouïe des gangs et cherche, elle aussi, à ne pas mourir de faim. Le même drame se déroule au Kivu, en République démocratique du Congo, où la guerre fait rage depuis vingt ans, pour des minerais disputés par les multinationales occidentales.

Alors, non, les puissances impérialistes ne sont pas les porteuses de paix, de démocratie et de prospérité qu'elles prétendent être !

À partir du moment où elles font leurs affaires, elles s'accommodent du dénuement, des persécutions et des guerres qui frappent les peuples, quand elles n'en sont pas à l'origine.

La seule façon d'aider les Ukrainiens est d'empêcher nos propres dirigeants de nuire. De nuire en Ukraine, en faisant la guerre avec la peau des Ukrainiens, et de nous nuire ici.

Poutine est un dictateur sanguinaire et un ennemi des travailleurs. Mais si nous sommes attaqués dans notre pouvoir d'achat, nos droits au chômage, à la retraite ou à nous soigner, c'est d'abord par notre propre gouvernement et par les capitalistes d'ici. Alors, soyons conscients que les fauteurs de guerre sont d'abord nos propres dirigeants !

Nathalie Arthaud



RFE RL SERGUEI NUZMENKO



VICTORIA VIENNET

Européennes : la liste Lutte ouvrière, une liste communiste révolutionnaire

Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier conduiront la liste « Lutte ouvrière – le camp des travailleurs » aux élections européennes du 9 juin 2024. Si ces élections ne permettront pas aux travailleurs de changer leur sort, pas plus qu’aucune autre élection, elles peuvent être une occasion de dénoncer la catastrophe vers laquelle le capitalisme entraîne la société et de défendre un autre avenir.

Guerre en Ukraine, guerre contre le peuple palestinien à Gaza, famine dans nombre de pays, crise climatique, la classe dirigeante, la grande bourgeoisie et ses politiciens nous mènent en effet à une faillite marquée par les guerres et la descente dans la barbarie.

L’Union européenne, qui a été bâtie par et pour les capitalistes, n’a ni fait progresser les droits de sa population, ni unifié véritablement le continent. Les grands groupes industriels et financiers des principaux pays d’Europe sont en rivalité permanente. Chaque État, à commencer par les plus puissants, la France et l’Allemagne, mène sa propre politique, défend les intérêts

de sa bourgeoisie contre les autres bourgeoisies européennes, en particulier en distribuant des milliards d’euros de subventions à ses industriels.

Mais désigner l’Europe comme responsable de tous les maux, du chômage aux difficultés des agriculteurs, et prétendre que les classes populaires seraient protégées par les frontières nationales comme le font tous les partis de l’extrême droite au Parti communiste, c’est agiter un leurre. Les décisions ne se prennent ni à Paris, ni à Bruxelles, mais dans les conseils d’administration des grands groupes capitalistes. La « souveraineté nationale » n’est rien d’autre que la souveraineté de la grande bourgeoisie sur la

classe ouvrière et les classes populaires.

Pour faire face à la crise et à la guerre qui menace de se généraliser, les travailleurs devront non seulement se battre pour défendre leurs moyens d’existence, mais aussi s’attaquer à cette dictature de la classe capitaliste sur la société. C’est le programme de la révolution prolétarienne et de la « souveraineté » des travailleurs

qu’il faut mettre en avant. Ceux-ci doivent arracher le pouvoir à la bourgeoisie et diriger la société en prenant sa place, à tous les niveaux.

À l’Europe capitaliste, il faut opposer la perspective de l’Europe des travailleurs et des États-Unis socialistes d’Europe.

La liste Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, permettra d’af-

firmer qu’il existe dans la classe ouvrière un courant communiste révolutionnaire, conscient que l’avenir de l’humanité dépend de cette capacité du prolétariat à prendre la direction de la société pour mettre en place une économie planifiée en fonction des besoins de l’ensemble de la population, au niveau de l’Europe et de l’ensemble du monde.

Aline Retesse

Fêtes régionales

Maisons-Alfort

Samedi 16 mars à partir de 18 heures
Salle du Moulin-Brûlé
47, avenue Foch

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18h30

Metz

Dimanche 17 mars à partir de 11 heures
CALP, 2A, rue Mgr-Pelt

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 15 heures

Beauvais

Dimanche 17 mars à partir de 11 h
Espace Pré-Martinet

Rouen

Samedi 23 mars à partir de 15 heures
Palais des congrès à Oissel

Débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Creil

Samedi 23 mars à partir de 16 heures
Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

Argenteuil

Dimanche 24 mars à partir de 11 heures
Salle de l’Atrium, Route de Cormeilles
Débat avec Nathalie Arthaud à 11 h 15

Les députés et la guerre : une sinistre comédie

Mardi 12 mars, les députés se sont prononcés par 372 voix pour, 99 contre et 101 abstentions, sur l’accord déjà signé entre la France et l’Ukraine, comportant la garantie d’une aide militaire et la perspective d’une adhésion de ce pays à l’Union européenne. La grandiloquence des discours ne peut cacher qu’il s’agissait d’une simple parade politicienne.

Sur la forme, la politique de Macron vis-à-vis de l’Ukraine n’a pas été soumise au débat parlementaire, le vote du 12 mars n’étant pas contraignant. Et sur le fond, tous les partis siégeant au Parlement, du PCF au RN, se disent pour le soutien militaire à l’Ukraine, c’est-à-dire solidaires de la politique des dirigeants impérialistes et de leur chef de file américain. Le régime de Poutine

est une dictature odieuse, subie par le peuple russe, et sa politique guerrière est criminelle. Celle d’un Zelensky ne l’est pas moins. Mais tous les discours sur les horreurs de la guerre ne peuvent masquer les intérêts matériels en jeu : d’une part le constant grignotage des positions russes par l’impérialisme américain, d’autre part la transformation rapide de l’Ukraine en

pays colonisé par les grandes firmes occidentales. Sur cette question, celle de la domination du monde par l’impérialisme, avec sa composante française, l’unanimité règne au Parlement et s’exprime, aujourd’hui, par le soutien à l’Ukraine.

Il reste donc les enjeux de politique intérieure, c’est-à-dire la préparation de l’élection européenne du 9 juin. Macron et Attal ont organisé l’opération pour contraindre les oppositions à voter pour leur politique ou à passer pour des soutiens de Poutine. La droite LR, le PS et les écologistes ont, en plus des macronistes de toute nuance, voté pour l’accord, chacun embouchant la trompette

guerrière. C’est également sur cette base qu’ils iront à l’élection du 9 juin et sur cette base que Macron espère rallier leurs électeurs.

LFI et le PCF ont voté contre, le RN s’est abstenu, tout en affirmant leur solidarité de fond avec la politique des puissances occidentales. Car eux aussi préparent le prochain scrutin et pour cela composent avec les sentiments anti-Macron de l’électorat populaire, puissants et justifiés, comme avec la crainte tout aussi justifiée de la montée vers la guerre. Tous les trois en ont en outre profité, comme d’ailleurs LR, pour répandre un peu de poison nationaliste en rejetant par avance

toute adhésion de l’Ukraine à l’Union européenne, au prétexte qu’elle nuirait aux intérêts des travailleurs et des agriculteurs français. C’est prétendre lutter pour la paix entre les peuples tout en conservant voire en élevant les barrières qui les séparent et en entretenant des armées pour les assassiner !

La comédie parlementaire, lorsque aucune voix révolutionnaire ne vient la troubler, est d’autant plus répugnante que le fond de scène est fait de villes rasées, de maisons bombardées, de familles fuyant la terreur et de dizaines de milliers de cadavres.

Paul Galois

Budget 2025 : L'État "pompe à fric" pour les capitalistes

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, vient d'annoncer que les économies de 10 milliards sur le budget 2024 seront suivies d'autres, de 20 milliards d'euros sur celui de 2025. Mais si l'État est « une pompe à fric », selon ses propres mots, ce sont les capitalistes qui bénéficient de ses largesses.

« Tous, État, collectivités territoriales, Sécurité sociale, nous devons contribuer à la maîtrise de nos finances publiques », a prévenu Thomas Cazenave, ministre délégué aux Comptes publics. « Les efforts doivent être partagés. » Dans la bouche d'un ministre au service de la bourgeoisie, cela signifie que les classes populaires paieront le soutien sans faille de l'État aux capitalistes.

Effectivement, les pistes évoquées sont de faire des économies sur les transports de malades, les jours d'absence du personnel des collectivités locales, les indemnités chômage, etc. La non-revalorisation des retraites et autres aides sociales par rapport à l'inflation est également revenue dans le sujet. Mais il est hors de question de toucher aux aides aux entreprises, c'est une « ligne

rouge » à ne pas dépasser, comme le dit Patrick Martin, président du Medef.

Aides publiques, conditions fiscales favorables, cadre juridique avantageux, offre de marchés domestiques ou internationaux... garantir les profits des capitalistes est dans l'ADN de l'État. Pour la seule année 2023, les grandes entreprises de l'industrie électrique et électronique, de la pharmacie ou de l'automobile ont capté la plus grande partie des 7,06 milliards d'euros du crédit impôt recherche (CIR). Cette aide annuelle s'ajoute aux subventions plus ciblées, comme les 2,9 milliards



d'euros donnés à STMicroelectronics et son partenaire GlobalFoundries pour créer un nouveau site de production à Crolles, près de Grenoble, toujours en 2023.

De plus, chaque année, l'État s'endette auprès de banques et de sociétés de placements pour financer ses dépenses publiques. Il emprunte, paie les intérêts, rembourse à échéance

et contracte de nouveaux emprunts. Ainsi, 52,2 milliards d'euros seront offerts l'an prochain à des capitalistes sous forme d'intérêts et remboursements. C'est le 4^e poste de dépenses de l'État. Et c'est pour dégager ces énormes sommes que des économies seront faites sur la santé, les écoles ou encore la protection sociale.

Joséphine Sina

Affections longue durée : des économies les yeux fermés

Le ministre délégué à la Santé, Frédéric Valletoux, a déclaré vouloir « réfléchir à la pertinence » du dispositif qui prend en charge les affections de longue durée (ALD).

La liste des ALD exonérantes, dont les soins sont remboursés à 100 % par la Sécurité sociale, comprend trente maladies chroniques. Pour autant, même pour ces malades, une part des dépenses reste à charge, comme le forfait hospitalier ou les dépassements d'honoraires des médecins. Le 6 mars, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'attaquait à ces malades en

faisant allusion dans le journal *Le Monde* à une « dérive des dépenses liées aux ALD ».

Lorsque le ministre de la Santé a été interrogé samedi 9 mars sur France Info par une journaliste, qui lui demandait un exemple d'affection qui ne serait plus pertinente dans la liste, il a dit qu'il n'en avait pas et ne connaissait même pas la liste, mais que « l'administration fait son travail ».

Il prouvait ainsi que cette attaque ne vise qu'à faire des économies sur le dos des malades et non à répondre à de prétendues dérives.

En effet, le gouvernement cherche 10 milliards à retirer à des budgets publics pour 2024, et 20 milliards pour 2025. On peut être sûr que ce ne sera ni sur l'armement, dont le budget augmente au contraire, ni sur les aides aux grandes entreprises, auxquelles le Medef a rappelé récemment qu'il était hors de question de

toucher. Les « réflexions » et autres « interrogations » sur la liste des ALD ont pour but de faire avaler à l'opinion un nouveau grignotage des remboursements médicaux. Les ALD représentent 60 % des dépenses de l'Assurance maladie, et concernent 13 millions de personnes. Retirer des maladies de cette liste pourrait avoir des conséquences dramatiques, en mettant fin au remboursement complet de médicaments parfois très chers, qui deviendraient alors inaccessibles

à bien des malades. En 2011, l'hypertension artérielle sévère avait ainsi été retirée de la liste.

Le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de remettre en cause le remboursement des ALD, mais marche sur des œufs vu le nombre de personnes concernées. Ce qui compte le plus pour le ministre n'est pas la santé mais les économies qu'il peut y faire, sans même se soucier des vies humaines qui seraient ainsi affectées.

Charles Legoda

Transports sanitaires : pour quelques euros de plus...

« Est-il possible de continuer à dépenser 5,7 milliards d'euros par an pour le transport médical des patients ? » Voilà un vrai scandale si on en croit les propos de Bruno Le Maire, interviewé par le journal *Le Monde* le 6 mars.

Cela lui a valu les protestations des sociétés d'ambulances ou de véhicules sanitaires et une grève des chauffeurs de taxis conventionnés, le 4 mars.

Aux malades, le gouvernement ne propose que d'encasser les mauvais coups au nom d'une « consommation responsable » des soins de santé. Mais qui est à l'origine, sinon le gouvernement lui-même et ses prédécesseurs, de ces décennies

de fermetures de services hospitaliers obligeant les malades à des trajets plus longs pour recevoir des soins réguliers ? Qui refuse de considérer comme normal que le vieillissement de la population nécessite des dépenses de santé croissantes ?

Le trajet est remboursé à 100 %, dans les limites des tarifs de la Sécurité sociale, dans certains cas – grossesse, accident du travail,

maladie professionnelle, etc. – et dans le cas d'affections de longue durée, les ALD. Mais le nombre de celles-ci risque de passer sous le scalpel gouvernemental. D'autres malades, dont le trajet est déjà remboursé à 55 %, subiraient, selon le gouvernement, un reste à charge de quelques euros supplémentaires.

Ces quelques euros ajoutés à quelques autres sur le prix des médicaments contribueront à faire la différence entre ceux qui pourront se soigner et ceux qui y renonceront.

Sylvie Maréchal

Retraites : leçon de politique macronienne

En annonçant que le gouvernement allait pouvoir faire des économies sur les retraites en 2025, le ministre du budget Thomas Cazenave pensait sûrement se faire bien voir de ses chefs, Le Maire et Macron.

Et de proposer que les retraites augmentent nettement moins que les prix, allant jusqu'à chiffrer l'économie ainsi faite au profit du budget de l'État et aux dépens des travailleurs âgés.

Or, d'après le quotidien *Les Echos*, Cazenave s'est fait tancer par Macron lui-même, à l'occasion du

conseil des ministres du 5 mars. Le président ne veut pas qu'on évoque ce genre d'attaques contre la population avant les élections européennes : ce serait, dit-il, de mauvaise politique. Il ne dit évidemment rien pour après les élections européennes.

Macron ne doit s'en prendre qu'à lui-même. C'est bien lui qui a choisi un ministre suffisamment incompetent pour ne pas savoir qu'il faut proposer la pommade avant le vote et le lavement après.

Paul Galois

Fin de vie : mourir mais surtout vivre dans la dignité

Après des mois de tergiversations, Macron a rendu public ses projets pour une loi sur la fin de vie. Examinée au Parlement à partir de la fin mai, elle ouvrirait la possibilité d'une forme de suicide assisté, dans des cas restreints et encadrés.

Cette loi est attendue depuis longtemps par les associations militant pour le droit à mourir dans la dignité. Elle sera un prolongement de la loi Creys-Leonetti de 2016 supposée garantir « le droit du patient à une sédation profonde et continue jusqu'au décès », pour soulager la fin de vie sans donner la mort. La loi de 2016 était déjà la révision d'une première loi Leonetti, votée en 2005, qui donnait aux malades incurables le droit de refuser tout acharnement thérapeutique. La première loi du genre, encore plus limitée, avait été votée en 1999.

Ces lois ont été adoptées après des cas médiatisés de

personnes plongées dans un coma irréversible comme Vincent Lambert, ou des procès de médecins qui avaient assumé d'abrèger les souffrances de leurs patients, comme le docteur Bonne-maison. Ces lois, qui accordaient des droits légitimes à des personnes incurables sans les imposer à personne, ont été combattues par les Églises de diverses obédiences et les associations « pro-vie » qui veulent imposer leur conception du monde à toute la société.

Contrairement à plusieurs pays d'Europe, la loi française actuelle n'autorise pas l'aide active à mourir par injection d'une substance létale. La Suisse, le Portugal

et la Belgique autorisent le suicide assisté, tandis que les Pays-Bas, l'Espagne et le Luxembourg permettent une forme d'euthanasie par un tiers. La loi proposée par Macron ne représente donc pas une révolution. Tout en ayant fait régresser les droits sociaux, Macron voudrait apparaître comme progressiste sur le terrain social. Mais comme, en même temps, il veut ménager les hiérarchies religieuses, sa nouvelle loi va surtout servir à masquer la grande misère des services de soins palliatifs ou de gériatrie.

Car, s'il peut être compréhensible et légitime de vouloir mourir quand toutes les thérapies ont été tentées ou que la souffrance est insupportable, il faudrait avant tout permettre à tous d'accéder aux meilleurs traitements disponibles et aux soins palliatifs les plus



efficaces. En décembre dernier, des médecins dénonçaient « des soins palliatifs au bord de l'effondrement ». Année après année, des plans d'urgence sont annoncés par les ministres sans que les moyens suivent. Macron lui-même admet qu'il n'existe aucun service de soins palliatifs dans 21 départements.

Dans les hôpitaux, même quand on peut accéder à une technologie performante, ce qui n'est pas possible dans toutes les villes, il manque partout du personnel pour prendre le temps de soulager ne serait-ce que la douleur morale des mourants.

Et que dire des Ehpads, en particulier les Ehpads privés à but lucratif, dans lesquels les anciens en fin de vie sont si maltraités que souvent ils aspirent à mourir au plus vite.

Alors, si le droit de mourir dans la dignité devrait être accordé à chacun, il faut d'abord imposer le droit de vivre dignement, que l'on soit jeune ou ancien, en bonne ou en mauvaise santé. Mais pour obtenir cette dignité-là, il ne suffira pas d'une loi : il faut en finir avec un système dominé par la recherche permanente du profit.

Xavier Lachau

Armement : la France, deuxième exportateur

On entend déjà les cocoricos. Les marchands de canons français sont montés sur la deuxième marche du podium, il est vrai très loin derrière leurs concurrents américains.

Un institut spécialisé suédois vient en effet de publier un rapport sur le marché mondial des armes, comparant son évolution entre la période 2014-2018 et celle de 2019-2023. En Europe, les importations d'armes ont presque doublé, notamment à la suite de l'offensive militaire russe contre l'Ukraine en février 2022. Mais le phénomène est mondial. En Asie, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie ont accru considérablement leurs importations. Au Proche-Orient, l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Égypte aussi. Et puis, l'Inde est devenu le premier importateur d'armes au monde.

En France, les grands profiteurs en sont les groupes Dassault et Thales avec la vente des avions de chasse Rafale, à la fabrication desquels les deux groupes collaborent, Thales prenant en charge toute l'électronique. Les ventes de Rafale représentent l'essentiel de l'augmentation des exportations françaises. Alors qu'entre 2014 et 2018,

23 de ces chasseurs avaient été vendus à des pays étrangers, ils ont été 94 entre 2019 et 2023, à destination de l'Inde, du Qatar et de l'Égypte. C'est quatre fois plus !

Mais les marchands d'armes français sont encore des petits poucets en comparaison de ceux des États-Unis. Sur la même période, ces derniers ont vendu 249 avions de chasse F-35 et 785 autres sont en attente de livraison. La part américaine dans le total des exportations d'armes mondiales est passée de 34% à 42%. Selon l'institut suédois qui a publié le rapport :

« Les États-Unis ont exporté plus d'armes vers plus de pays qu'ils ne l'ont jamais fait par le passé. » Ce sont eux qui dominent le marché européen et celui de l'Asie.

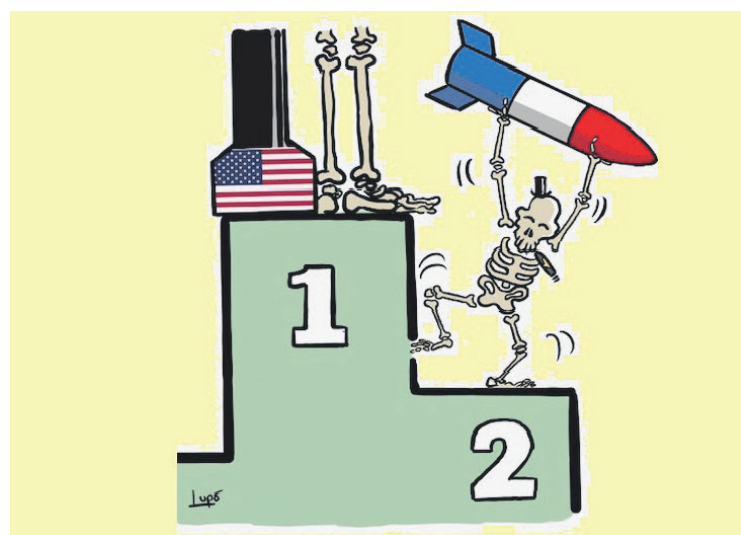
En plus d'enrichir leurs industriels comme le fait l'État français, les États-Unis, en vendant leurs armes, étendent et consolident leurs alliances. Ils sont les principaux fournisseurs des pays membres de l'OTAN en y ayant imposé leurs normes. Ils font de même en Asie vis-à-vis du Japon, de l'Australie et de la Corée du Sud. Il faut d'ailleurs rappeler que l'armée de ce dernier pays est, depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, officiellement sous la direction d'un

général américain.

Tous ces pays veulent être prêts pour de futures guerres qui s'ajouteront à celles d'aujourd'hui. Les peuples, eux, payent déjà

pour les dépenses de leurs gouvernements, avant peut-être de le faire demain en fournissant la chair à canon.

Pierre Royan



Marck : les bambins en uniforme

Sur initiative de Corinne Noël, la maire de Marck dans le Pas-de-Calais, le port de l'uniforme devrait être expérimenté à l'école primaire de l'Aéroport à partir de la rentrée prochaine.

À l'origine, cinq écoles étaient visées par la mairie. Pour faire pression

sur les conseils d'école à qui revenait la décision de tester ou non l'uniforme, elle a organisé des référendums auprès des parents d'élèves. Malgré cette manœuvre, seul un conseil sur les cinq écoles concernées a voté pour.

Pour défendre l'uniforme à l'école, le gouver-

nement et les politiciens locaux invoquent de faux prétextes, comme « lutter contre le harcèlement » et les « inégalités scolaires ». La maire de Marck y a ajouté l'idée que cet uniforme allait développer un sentiment d'appartenance... À partir de là, il n'y a qu'un

pas pour arriver au sentiment d'appartenance à la patrie !

Quoi qu'en disent les politiciens, imposer le port de l'uniforme aux jeunes enfants à partir de la maternelle est une étape pour enrégimenter l'ensemble de la jeunesse.

Correspondant LO

Saint-Étienne : l'éducation populaire attaquée

À Saint-Étienne, et plus largement dans le département de la Loire, des structures d'éducation populaire, telles que les centres sociaux, Amicales laïques ou MJC, sont menacées de disparition.

Les Amicales laïques ont été fondées à la fin du 19^e siècle, souvent par des militants socialistes ou syndicaux, en concurrence avec les cercles paroissiaux des curés. Avec le « sou des écoles », elles servaient à financer les écoles publiques laïques, à permettre aux

petits et grands de se retrouver, de faire des activités sportives comme les boules ou la gymnastique, et culturelles comme la bibliothèque, le cinéma. Aujourd'hui encore, elles organisent des activités périscolaires pour les enfants, des bals pour les anciens,

des entraînements sportifs pour tous, à bas prix.

Certaines ont déjà mis la clé sous la porte, une dizaine en dix ans dans des quartiers populaires de la ville, et la liste risque de s'allonger, une douzaine étant en grande difficulté. Les bénévoles qui gèrent ces structures ont beau se démener pour trouver des solutions, ils ne peuvent s'en sortir du fait des baisses de subventions, des besoins

qui augmentent, de l'inflation qui fait exploser les factures d'électricité, de la nécessaire augmentation des salaires des employés...

Les structures d'éducation populaire ne sont la priorité ni de la CAF, ni de l'État, ni de la région, qui tous se désengagent, et les communes ne veulent pas ou ne peuvent pas compenser. Alors, lorsqu'une Amicale laïque ou un centre social ferme, ce sont des licenciements et la fin de services indispensables qui étaient rendus à la population : des enfants se retrouvent à la rue après l'école, des cours de français à destination des étrangers ne sont plus assurés, etc.

Les salariés, les bénévoles, et au-delà la population, se mobilisent face à cette situation : fin janvier, une manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes, et des pétitions circulent, bien signées. Tous sont conscients que, par ce biais, de nouvelles attaques s'opèrent contre le niveau de vie de la population laborieuse.

Correspondant LO

Sil rouge

Suremballage

Samedi 9 mars, le meeting de lancement de campagne de la liste macroniste à l'élection européenne se voulait un paquet cadeau pour le président. Il a d'abord fallu enlever le ruban, soit un discours de Darmanin, puis ouvrir le carton, une homélie de Philippe, ôter le papier de soie en écoutant Bayrou et enfin sortir le paillage, un quart d'heure d'Attal.

Tout cela visait finalement à déballer Valérie Hayer, le dernier de ces clones de Macron, lancés par dizaines sur le marché depuis 2017 avec une durée de vie très limitée et une substance qui l'est tout autant. Ce n'est même plus du marketing, c'est de l'abus de confiance.

Fantasmes et réalité

Dans la campagne électorale qui commence, la macroniste Hayer et le socialiste Glucksmann agitent l'épouvantail Poutine qui serait prêt à venir égorger nos fils, nos compagnes. Les candidats d'extrême droite, tant Bardella pour Le Pen que Maréchal pour Zemmour, affirment être là pour faire barrage à un islam qui voudrait effacer la France.

Tous agitent la peur de l'avenir, en le travestissant chacun à sa façon. Mais tous sont là quand il faut voter les crédits militaires et défendre le pouvoir du grand patronat, qui lui n'est pas un fantôme.

CPF : le patronat toujours exonéré

Dorénavant, il faudra payer 100 euros pour chaque formation financée par le compte personnel de formation (CPF). Le gouvernement espère faire ainsi 250 millions d'euros d'économies sur son budget consacré à la formation professionnelle.

Les patrons bénéficient des compétences acquises par les formations. Qu'ils les financent entièrement serait donc la moindre des choses.



Saint-Étienne, le 31 janvier.

Bus du Calaisis : discrimination antimigrant

Philippe Mignonet, le président du syndicat des transports du Calaisis (Sitac) a confirmé qu'une étude est en cours pour réserver la gratuité des transports, en place depuis quatre ans, aux seuls « habitants du territoire. »

Ce projet, soutenu par la maire de Calais Natacha Bouchart (LR) et les élus locaux du RN, est ouvertement dirigé contre les migrants. Ceux-ci prennent le bus pour se rendre aux points de distribution de repas et vers les plages d'où ils tentent de traverser la Manche, ou tout simplement pour se protéger des intempéries. Pour faire accepter cette mesure révoltante, les politiciens locaux prennent comme prétexte que leur présence dans les bus empêcherait certains usagers de monter à l'intérieur et provoquerait un sentiment d'insécurité.

Si le projet se concrétise, ce serait un pas de plus dans la traque et la répression des hommes, femmes et enfants qui fuient la misère ou la guerre. Cette politique meurtrière est responsable de nombreux décès dont le dernier en date est celui d'une petite fille de 7 ans, noyée dans le canal de l'Aa le 3 mars, alors que sa famille tentait de rejoindre l'Angleterre.

Les politiciens qui mènent cette politique répressive et raciste sont à l'image du système capitaliste qu'ils défendent : répugnants.

Correspondant LO

Dieppe : décision inique

Depuis le 1^{er} mars, l'Assurance maladie a placé sous surveillance un médecin de Dieppe, en Seine-Maritime, Dominique Tribillac.

Elle lui reproche de délivrer trois fois plus d'arrêts de travail que la moyenne. Et pour cause : depuis 35 ans, il exerce à Val Druel, un quartier populaire. Nombre de ses patients sont ouvriers, et leurs tâches et conditions de travail entraînent fréquemment des maladies, des usures physiques comme le mal de dos. Ce sont eux aussi qui subissent le plus d'accidents du travail.

C'est pourquoi ce médecin est scandalisé : « Une telle injustice par une aussi grosse structure relève selon moi de l'incompétence grave et n'aurait jamais eu lieu s'il y avait eu une connaissance minimale



du sujet auquel elle s'attaquait. Mais visiblement, seules les considérations financières avaient de l'importance aux yeux de ses dirigeants. »

On ne peut pas mieux dire. Cette politique consciente est menée par la Sécurité sociale depuis des dizaines d'années pour faire des économies qui, elles, finiront dans le budget militaire.

Correspondant LO

Enseignement: la grève en Seine-Saint-Denis

Depuis le 26 février, en Seine-Saint-Denis, des établissements, principalement des collèges, se sont lancés dans une mobilisation, des journées de grèves, avec des taux de participation avoisinant les 75 % à 80 %.

La colère vient avant tout du manque de moyens dans l'enseignement et du délabrement de l'éducation constaté année après année. L'annonce d'une nouvelle réforme dans les collèges a aussi attisé le mécontentement. Elle prévoit la création de groupes de niveaux en français et en mathématiques pour les élèves de 6^e et de 5^e, le tout sans augmentation de moyens, sans professeurs en plus. Des suppressions de postes sont même prévues pour l'an prochain. Cela revient donc à regrouper les bons élèves et à parquer les mauvais, un tri social supplémentaire qui exaspère à juste titre les

enseignants et les parents.

Le personnel et les élèves rivalisent d'inventivité pour populariser la grève : des élèves et des professeurs du lycée Blaise-Cendrars à Sevran ont filmé une vidéo qui montre l'état de délabrement de leur lycée. Les enseignants ont réalisé une exposition photos devant le siège de la région et ont décerné des prix de vétusté : le premier a été gagné par le collège Simone-Weil à Aulnay-sous-Bois, dont les toilettes fendues en deux ont emporté tous les suffrages.

Dans la plupart des villes où les enseignants sont mobilisés des réunions ont été organisées avec les

parents. Ils étaient plus de 200 à Sevran, à Aulnay ou à Bagnolet. Les contacts établis sont chaleureux et enthousiastes. Dans plusieurs villes, des manifestations ont aussi été organisées conjointement par les enseignants et les parents.

Jeudi 7 mars, l'intersyndicale à l'initiative de cette mobilisation a appelé à une manifestation à Paris. Plusieurs milliers de personnes ont défilé jusqu'au ministère. Le mot d'ordre était « un plan d'urgence pour le 93 ». Ce département est en effet un des moins dotés de métropole, mais dans tous les quartiers populaires

de trop.

Pour se faire entendre et populariser les revendications, certains élèves et enseignants du lycée ont pris l'initiative de faire des vidéos sur le réseau social TikTok, dont la plus partagée a cumulé 2,5 millions de vues et a contribué à dynamiser le mouvement, au vu des milliers de messages de soutien mis en commentaire. Cela a fait aussi que journaux et télévisions ont braqué les projecteurs sur la situation de ce lycée et d'autres établissements défavorisés du département, et que la région s'est manifestée en envoyant en urgence du matériel pédagogique et du mobilier commandé il y a plus d'un an...

Mais c'est surtout la mobilisation du plus grand nombre qui a permis de convaincre de la nécessité de poursuivre le mouvement et de le populariser le plus possible en s'adressant aux élèves qui ne l'ont pas encore rejoint, ainsi qu'aux parents et à tous ceux qui hésitent encore à le faire.

Correspondant LO



Le vote de la grève, le 7 mars, par le personnel d'Aulnay et de Sevran.

du pays, il manque d'enseignants, de surveillants, de médecins, d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, d'AESH pour aider les élèves handicapés. Alors le choix de l'intersyndicale de limiter le mouvement à la Seine Saint-Denis est réducteur, faussement tactique. En chiffrant à 5 000 le nombre de postes manquants sur ce département populaire et à 358 millions d'euros le budget nécessaire, elle veut peut-être faire croire qu'il serait plus facile de gagner à cette échelle qu'à l'échelle nationale. Mais ce calcul est loin des intérêts réels des élèves.

La politique des différents ministres qui a consisté à faire des économies sur l'éducation pour orienter l'argent vers le patronat ne s'est pas limitée à ce département. Quand le ministère

fait des coupes claires dans le budget, il le fait pour tout le pays. Il s'agit même d'un choix politique fondamental qui est d'économiser sur tous les budgets utiles à la population pour garnir les coffres des capitalistes par le biais des cadeaux ou des commandes publiques, comme celles d'armements avec les conséquences qui en découlent. Alors contrer cette politique nécessite au contraire de dire combien tout le monde est concerné et pourquoi la mobilisation devrait s'étendre au maximum.

Jeudi 7 mars à Paris, une assemblée générale de 450 enseignants et élèves a proposé de faire des 14, 15 et 16 mars des journées de mobilisation. C'est un début et le mouvement doit continuer en s'étendant à toute l'éducation.

Aline Urbain

Lycée Blaise Cendrars – Sevran : la mobilisation ne faiblit pas

Au lycée Blaise-Cendrars, à Sevran en Seine-Saint-Denis, la mobilisation des élèves et la grève des enseignants sont entrées dans leur troisième semaine consécutive, pour réclamer des moyens matériels et humains supplémentaires.

En effet, malgré les discours lénifiants d'Attal et de Belloubet sur la grande cause de l'éducation et sur l'égalité des chances, chacun – élève, parent, membre du personnel – constate que les établissements scolaires sont insuffisamment dotés.

Les professeurs, le CPE et le personnel administratif absents ne sont pas systématiquement remplacés, et ce parfois pendant des mois. Les classes sont de plus en

plus chargées, avec parfois 33 ou 34 élèves, ce qui ne permet évidemment ni de travailler ni d'étudier dans de bonnes conditions.

L'annonce par Bruno Le Maire d'un plan d'économies de 691 millions d'euros pour l'enseignement, au moment où le gouvernement prend au budget de l'Éducation plus de deux milliards pour le SNU et deux autres pour les uniformes, a été vue comme la provocation



Collège Descartes : le Blanc-Mesnil voit rouge

Au collège Descartes du Blanc-Mesnil qui regroupe 800 élèves environ, la grève a commencé le 26 février. Comme ailleurs en Seine-Saint-Denis, la réforme sur les groupes de niveau, les économies prévues sur l'éducation, sans parler des problèmes propres au collège, tout cela révolte.

Une petite équipe s'est mise en grève toute la semaine, bien décidée à faire grossir ses rangs : rassemblement devant les portes du collège pour discuter avec l'aide de plusieurs parents, tournées des écoles et des lycées de la ville, journée « collège mort », participation à la grève du 7 mars avec de nouveaux grévistes, réunions avec les parents du collège. Ceux-ci ressentent

particulièrement tout le mépris de ce gouvernement vis-à-vis de l'éducation des enfants des classes populaires.

Tout le monde est bien conscient que ces groupes de niveaux ressembleront en fait à des classes entières. De plus, bien d'autres problèmes qui existent dans le collège depuis longtemps s'ajoutent au refus de la réforme, tels que le manque de professeurs remplaçants, des classes de 6^e ou de 3^e qui n'ont toujours pas de professeur de Français depuis cinq mois, ou encore la vétusté des locaux. Le nombre de grévistes qui a augmenté le 7 mars encourage à continuer et à tout faire pour étendre la mobilisation.

Correspondant LO

Haiti : guerre des gangs et manœuvres américaines

Le 11 mars, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken s'est déplacé à la Jamaïque pour une réunion consacrée à Haïti. Le lendemain, Ariel Henry, Premier ministre dont le départ était exigé par le principal chef des gangs haïtiens, démissionnait.

La démission « encouragée » d'Ariel Henry, chef d'État de fait depuis l'assassinat de Jovenel Moïse en 2021, fait partie des manœuvres américaines pour tenter de restaurer un pouvoir central à la tête d'Haïti, livré à une violente guerre des gangs pour le contrôle du pays.

Mois après mois, ces bandes armées ont étendu leur emprise et affermi leur pouvoir. Non contentes de couper les routes pour rançonner les travailleurs contraints d'aller gagner leur pain, de taxer les entreprises petites ou grandes, de kidnapper ou d'abattre n'importe qui dans la rue, elles ont attaqué des commissariats, puis vidé les prisons. Le 29 février, au prix de destructions considérables, les gangs ont pris pour cible l'aéroport de Port-au-Prince, les derniers bâtiments officiels, ceux des ONG et les ambassades occidentales.

Tant que les meurtres, les viols, la famine touchaient la majorité pauvre du pays, ceux qui ne peuvent ni s'exiler ni se barricader derrière des barbelés, les bourgeois haïtiens comme les dirigeants occidentaux ont toléré ces gangs. Beaucoup parmi les chefs de gang sont leurs anciens hommes de main qui réprimaient les grèves ou les manifestations d'ouvriers, faisaient le coup de poing contre des étudiants ou des opposants, au service de tel ou tel responsable politique. D'autres, comme Jimmy Chérizier dit Barbecue ou Guy Philippe, en rivalité pour le pouvoir, sont d'anciens gradés de la police ayant basculé dans le trafic de drogue. Nommées selon les périodes Macoutes, Chimères ou d'autres noms poétiques, ces bandes armées ont permis à la bourgeoisie, locale ou plus lointaine, de tirer pendant



Port-au-Prince, le 7 mars.

des décennies du profit de l'exploitation des travailleurs haïtiens sous-payés.

Aujourd'hui, ces chiens de guerre mordent leurs maîtres et exigent tout le pouvoir. Le dénommé Barbecue a réussi à s'imposer comme le chef du G9, un regroupement de gangs qui contrôle presque toute la capitale. Il est en rivalité pour le pouvoir avec Guy Philippe, ex-membre des forces spéciales formées en Équateur, ex-commissaire de police, ex-sénateur, ex-détenu aux États-Unis pour trafic de drogue, libéré et rentré récemment en Haïti. Ces deux gangsters, qui se proclament désormais « combattants de la liberté », ont formé un

« Conseil révolutionnaire » présidé par Guy Philippe. L'enjeu de leurs dernières attaques est de faire reconnaître par les dirigeants américains leur « Conseil » comme le pouvoir de transition officiel.

La démission d'Ariel Henry valide cette possibilité. Sans rire, le chef d'État du Guyana, qui préside la Communauté des Caraïbes, a déclaré que cette démission « ouvrirait la voie à une transition pacifique (!) du pouvoir, à un plan d'action à court terme en matière de sécurité et à des élections libres et équitables ». Les conseillers américains réussiront-ils à travestir le « Conseil révolutionnaire » de Guy Philippe

et Barbecue en un « Conseil de transition comprenant un vaste panel de la société civile haïtienne », comme annoncé à la sortie de la réunion en Jamaïque ? Les 133 millions de dollars que Blinken vient de promettre pour « résoudre la crise » satisfieront-ils ces candidats au pouvoir ? Dans le chaos d'Haïti, il s'agirait de plaquer un semblant de façade démocratique sur une situation qui est de fait une dictature des gangs.

Quelle que soit la suite de ces manœuvres sordides, les travailleurs et les classes pauvres d'Haïti savent, pour l'avoir vécu bien des fois, qu'elle n'ont rien à en attendre.

Xavier Lachau

Portugal : l'extrême droite refait surface

Aux élections législatives anticipées du 10 mars, au Portugal, droite et gauche se sont retrouvées à égalité. La nouveauté est l'arrivée en force du parti d'extrême droite Chega (Ça suffit !).

Dans la nouvelle Assemblée de 230 députés, l'Alliance démocratique (AD, droite) dispose de 79 sièges (+2), le PS de 77 (-43) et Chega de 48 (+36). Montenegro, le leader de l'AD, rejette les propositions d'alliance de Chega et va former un gouvernement

minoritaire, le PS refusant de le soutenir.

En 2022, après sept années de gouvernement minoritaire où il avait besoin au Parlement du soutien du Parti communiste portugais et du Bloc de gauche, le Parti socialiste d'Antonio Costa avait

obtenu une majorité absolue de 120 sièges. Il disposait de ce large soutien parce que son arrivée mettait fin à cinq ans de plans d'austérité sévère imposés par l'Union européenne et pilotés par la droite. Mais ce soutien s'est effrité et une série de scandales ont amené Costa à démissionner et ont permis au président de la République (de droite) de convoquer de nouvelles élections, que le PS a donc perdues.

Le PS se vantait pourtant d'avoir ramené la prospérité économique. La dette publique est en baisse, le budget est légèrement excédentaire, l'inflation est descendue à 4,3 % (contre 7,8 % en 2022), le taux de chômage à 6,7 %. Le tourisme, secteur phare, rapporte 28 milliards d'euros.

Tout va bien donc pour la bourgeoisie portugaise. Mais si les hôtels se vantent d'avoir vendu 73 millions de nuitées, les Portugais des couches populaires se plaignent d'avoir

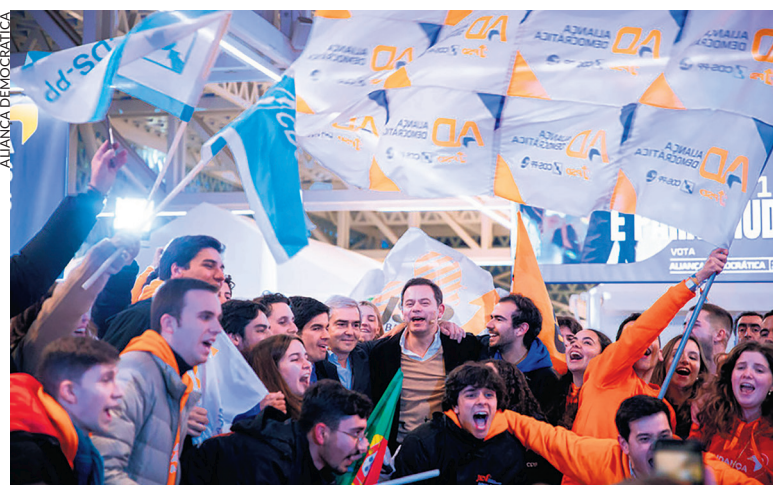
de plus en plus de mal à se loger. C'est au point que le gouvernement a dû allouer une aide au loyer aux enseignants des régions de Lisbonne et de l'Algarve, la zone touristique du sud du pays, où Chega est arrivé en tête des élections. Les secteurs de l'enseignement et de la santé sont en grande difficulté et connaissent depuis des années des grèves à répétition. Les salaires sont bas, avec le smic à 820 euros brut, alors que les prix avoisinent ceux de la France. Deux millions de Portugais vivent sous le seuil de pauvreté, dont la majorité des retraités. Rien d'étonnant à ce que de nombreux jeunes émigrent, comme durant les années 1960 et 1970. Ils ne fuient plus la dictature et les guerres coloniales, mais la misère et la crise.

André Ventura, le leader de Chega, développe depuis cinq ans un discours sécuritaire et xénophobe.

Il attaque les Roms, et les immigrés en général, les homosexuels, les femmes qui avortent. Il se déclare antisystème, partisan de moins d'État, moins d'impôts, moins d'aides sociales. Son slogan, « Dieu, famille, patrie et travail », rappelle les thèmes de la dictature salazariste qui a régné sur le Portugal jusqu'à la révolution des Œillets du 25 avril 1974. Chega essaie de relayer le mécontentement social, en en rendant les immigrés responsables. Son mot d'ordre « Nettoyer le Portugal » les vise, eux tout comme le gouvernement socialiste touché par les scandales.

Le succès de Chega est un succès électoral qui ne correspond pas à une organisation militante. Mais, un demi-siècle après la fin de la dictature, cette ascension d'un parti d'extrême droite sonne comme un sinistre retour en arrière.

Vincent Gelas



Montenegro, le leader de l'AD, le soir des résultats.

Gaza : Biden critique Netanyahu... et le laisse continuer la guerre

Après cinq mois de guerre, les quelque deux millions d'habitants de Gaza continuent de subir les bombardements israéliens, condamnés à vivre dans des conditions effroyables, manquant de nourriture, de médicaments et d'eau potable.

D'après le bilan publié le 11 mars par le ministère de la Santé de Gaza, plus de 31 000 Palestiniens ont trouvé la mort, et plus de 72 000 ont été blessés depuis le 7 octobre. Devant l'émotion soulevée dans une partie de l'opinion publique américaine, Biden, en campagne pour sa réélection, avait fait mine d'exiger un cessez-le-feu pour le début du ramadan, le 11 mars. Mais les dirigeants américains n'ont

jamais envisagé de mettre fin à leur soutien militaire et logistique à l'État israélien. Ils se refusent à affaiblir leur meilleur allié dans la région, considéré comme le plus sûr et indéfectible gendarme de l'ordre impérialiste.

Face aux pressions purement verbales de Biden, le Premier ministre israélien Netanyahu s'est refusé à conclure la moindre trêve. Au contraire, reprenant

totallement les discours de l'extrême droite israélienne, il répète à chaque occasion qu'il mènera la guerre sans répit « jusqu'à la victoire totale ». « Encore quelques semaines », vient-il d'affirmer. Cela signifie encore des milliers de morts du côté des Palestiniens, victimes des bombes israéliennes et de la famine !

Pour ne pas avoir l'air de rester insensibles à la souffrance des Palestiniens, plusieurs pays arabes et occidentaux, parmi lesquels la France et les États-Unis, ont continué de procéder à des largages de nourriture et

d'aide médicale sur le territoire palestinien. De telles opérations, dérisoires face aux besoins des Palestiniens, sont mêmes dangereuses : vendredi 8 mars, la chute de plusieurs colis largués par des avions a fait cinq morts et 10 blessés dans le camp de réfugiés d'al-Chatî, à l'ouest de la ville de Gaza.

Biden, quant à lui, a donné l'ordre à l'armée américaine de construire un port sur les côtes de Gaza pour y acheminer l'aide humanitaire. Les autorités israéliennes ont donné leur accord d'autant plus facilement qu'il faudra au moins deux mois pour qu'un tel projet puisse aboutir. Elles ont aussi accepté l'ouverture d'un corridor maritime entre Chypre et Gaza, tout en ajoutant qu'elles vérifieront tous les chargements, ce qui signifie qu'ils seront quasiment bloqués. En effet, du fait des contrôles tatillonnés imposés aux points de passage de Rafah, à la frontière égyptienne, et de Kerem Shalom, à la frontière israélienne, des centaines de camions attendent des semaines avant d'être inspectés. Les ONG doivent fournir une liste précise du chargement qu'elles souhaitent

faire entrer et si un produit ne répond pas aux critères, tout le chargement est rejeté.

Selon les derniers chiffres arrêtés au 6 mars de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA, un peu plus de 14 400 camions ont pu pénétrer dans le territoire palestinien par ces deux passages depuis le 21 octobre. Soit une moyenne de 105 par jour, très éloignée des 500 camions qui entraient en moyenne quotidiennement dans Gaza avant la guerre.

Toute l'agitation diplomatique déployée autour d'une dérisoire action humanitaire sert en fait surtout à masquer le fait que les dirigeants occidentaux, en premier lieu ceux des États-Unis, laissent les mains libres au gouvernement israélien, lui permettant de continuer à massacrer et à affamer les Palestiniens de Gaza. Biden, Macron et leurs semblables se soucient de leur image auprès de leur opinion publique. Mais ils craignent surtout les réactions des Palestiniens, et plus largement la révolte légitime des populations dans les pays arabes et ailleurs face à la barbarie dont font preuve les dirigeants israéliens.

Marc Rémy



Destructions à Gaza.

Tchad : Macron fait crédit à Déby

Jean-Marie Bockel, fraîchement nommé monsieur Afrique par Emmanuel Macron, a débarqué à N'Djamena le 7 mars après sa visite à Abidjan en février. L'émissaire de l'impérialisme français fait la tournée des régimes amis, après les turbulences essuyées par la présence française au Sahel.

Bockel a exprimé son « admiration » au président Mahamat Déby pour la façon dont il conduit la transition depuis la mort brutale de son père Idriss Déby en avril 2021. Ce dernier, au pouvoir pendant trente ans, était déjà grand ami de la France et son fils a pris la relève.

Bockel a affiché son ravissement parce que le 6 mai prochain se tiendra un scrutin présidentiel, sans cesse reculé depuis 2021. Mahamat Déby est bien sûr candidat et a toutes les chances d'être élu. En revanche, Bockel a passé sous silence le fait que, le 28 février, le président du Parti socialiste sans frontières, Yaya Dillo, a été abattu au siège de sa formation

politique à N'Djamena. À 49 ans, Yaya Dillo faisait figure de sérieux concurrent.

L'assaut mené par une unité militaire commandée par un proche de Déby a fait plusieurs dizaines de morts et de blessés, confirmés par la justice tchadienne. Une photo de Yaya Dillo, un trou dans la tempe droite évoquant une exécution sommaire, a circulé sur les réseaux sociaux. Le siège du PSF a ensuite été rasé au bulldozer. Le prétexte à ce raid a été un mouvement de protestation conduit par le PSF devant l'Agence nationale de sécurité, les services de renseignement du pays, et qui, la veille, s'était soldé par plusieurs victimes.

Cousin de l'actuel président, Yaya Dillo avait occupé différents postes gouvernementaux, notamment celui de ministre des Mines et de l'Énergie entre 2008 et 2009, avant d'entrer en compétition avec le clan au pouvoir. Il l'avait déjà chèrement payé sous Déby père puisque sa mère et l'un de ses fils avaient été abattus lors de son arrestation en février 2021, dans un assaut commandé justement par Mahamat Déby.

L'opposant assassiné n'était pas un représentant des masses pauvres du pays, malgré l'intitulé trompeur de son parti fondé en 2015 qui revendique de regrouper « de jeunes cadres de l'administration publique, du secteur privé, des professions libérales, des milieux enseignants et des hommes d'affaires ». Mais son exécution témoigne de la férocité du régime en place à l'égard de toute opposition et sonne comme une



Soldat français au Sahel.

intimidation dont la cible va au-delà des rangs du PSF.

Mahamat Déby marche en fait dans les pas de son père, contre ceux qui pourraient lui faire de l'ombre et surtout contre la population. Ainsi, la répression d'une manifestation en octobre 2022 avait fait cinquante morts et plus de 300 blessés, selon un bilan officiel probablement minoré.

Ce tableau ne chagrine pas le représentant de l'Élysée, et pour cause : Mahamat Déby ne remet pas en question la présence des soldats français – un millier dit-on aujourd'hui – qui stationnent au Tchad depuis 1983. Cette fidélité vaut certificat de bonne conduite démocratique de la part de la République française.

Boris Savin

Russie : une réélection programmée

La réélection de Poutine à la présidence de la Russie doit être annoncée dimanche 17 mars. Pour les électeurs, les opérations de vote se sont étalées sur trois jours. Mais elles avaient commencé bien avant pour les autorités, qui avaient tout fait pour que ce scrutin puisse être présenté, comme les précédents et sans surprise, comme un triomphe du président-candidat.

La Commission centrale électorale a d'abord écarté les postulants à la candidature qui auraient pu un peu gêner le régime. L'un d'eux avait récolté plus que les 300 000 soutiens d'électeurs exigés pour se présenter. La Commission n'a eu qu'à invalider assez de signatures pour déclarer ce seuil non atteint.

Finalement, elle a toléré trois candidats autres que Poutine. Aucun ne se prononçait contre la guerre, ni ne critiquait tant soit peu la politique sociale et économique du Kremlin. Kharitonov, présenté par le KPRF (Parti communiste de la Fédération de Russie), n'a même pas fait semblant : son parti soutenant Poutine tout au long de l'année, il était

là pour capter les voix de milieux populaires attachés au PC ou qui ne veulent pas voter directement Poutine.

Comme d'habitude, cela a été une non-campagne électorale. Poutine a refusé de participer à tout débat télévisé. Certes, il n'avait rien à craindre des trois candidats fantoches, mais il affirmait de cette façon qu'eux et lui ne concourraient pas dans la même catégorie. En outre, il n'avait nul besoin d'apparaître dans de telles émissions : c'est chaque jour que toutes les chaînes de télévision le mettent en scène, faisant sa promotion.

Juste avant le scrutin, le Kremlin avait annoncé préparer une hausse des impôts des entreprises. C'est

une vieille ficelle du démagogue Poutine : se donner le rôle du bon tsar qui, sachant quels sacrifices son bon peuple consent déjà, veut rétablir la balance en s'en prenant aux puissants. En effet, l'inflation et les pénuries liées à la guerre en Ukraine frappent le niveau de vie des classes laborieuses, alors que beaucoup d'oligarques se sont enrichis avec cette guerre. Et, a dit un jour Poutine, ils osent pourtant s'en plaindre, car celle-ci ne leur permet plus de profiter de leurs yachts sur la Côte d'Azur, de leurs splendides résidences à Londres, Courchevel ou Miami ! Depuis, beaucoup en Russie ont appris que de nombreux nantis et super-riches ont pris le large pour s'installer dans de magnifiques villas à Dubaï ou autres lieux qui n'appliquent pas les sanctions occidentales.

Le temps de l'élection, Poutine a voulu ainsi se donner des airs populaires, « antiriches ». Ensuite, comme le budget de l'État



Dessin de Tiounine paru dans le journal russe *Kommersant*.

aura besoin d'argent pour faire face à des dépenses militaires qui explosent et aux conséquences économiques de la guerre, on peut parier que le nouvel et ancien élu saura trouver comment ne pas faire de mal aux entreprises et à leurs propriétaires en présentant l'addition aux seules classes populaires.

En attendant, le VTsIOM (le très officiel service sociologique de la Fédération

de Russie) a publié, début mars, les résultats d'un sondage qui établit la cote de Poutine à 82 %, celle des figurants entre 5 et 6 %, et la participation électorale à 71 %. Ces chiffres pourraient être proches de ce que la Commission électorale annoncera le 17 mars, car le Kremlin a l'habitude de fixer, avant le vote, des « objectifs » chiffrés aux régions, aux villes...

Pierre Laffitte

Iran : abstention massive aux élections

Trente-six millions d'Iraniens sur 61 millions d'électeurs, soit 59 %, se sont abstenus à l'élection du 1^{er} mars. Elle était destinée à élire 290 députés et 88 religieux, chargés de choisir parmi eux le futur « guide suprême. »

Même en partant de ce chiffre officiel, donc à prendre avec méfiance, la participation a été la plus basse depuis le début de

la République islamique en 1979. À Téhéran, l'abstention aurait atteint 76 % d'après un journal réformateur cité par France Info.

Jusqu'au dernier moment, le gouvernement a essayé de l'enrayer en rallongeant de six heures la durée d'ouverture des bureaux de vote. Le jour du vote, le président du Parlement lui-même a exhorté par message en ligne les citoyens à appeler « leurs amis ou leurs connaissances dès maintenant et à les convaincre de participer aux élections », rapporte France 24.

Pour le gouvernement, c'était un test car il s'agissait des premières élections après l'explosion sociale de l'automne 2022 qui avait suivi l'assassinat par la police d'une jeune femme, Mahsa Amini, pour un voile mal porté. Ce mouvement, que le pouvoir a réussi à faire reculer par une répression sanglante, a été impressionnant par sa durée et sa profondeur. L'abstention massive est le signe qu'une rupture s'est faite dans la tête de millions d'Iraniens. La marque peut-être la plus visible est le nombre de femmes qui, malgré le danger, ne sortent plus avec le voile et le nombre d'hommes qui les soutiennent.

L'opposition politique, regroupée dans un Front des réformes, dont presque tous les candidats ont été recalés par le pouvoir, avait appelé au boycott. En effet, le gouvernement a disqualifié jusqu'à d'anciens présidents de la République comme Mohammad Khataami ou Hassan Rohani. Ceux qui ont été acceptés ont été vertement critiqués dans les réunions électorales, comme celui qui a été interpellé dans ces termes : « Je vous conseille de changer le nom de votre parti "Voix du peuple" en "Pion du pouvoir". » L'agitation pour le boycott a été importante, malgré les risques, comme ce témoignage cité par *Le Figaro* du 3 mars : « On écrit sur les arrêts de bus, sur les billets de banques, on distribue des tracts aux passants dans les rues. » Et le mot d'ordre était de transformer les villes en villes mortes : « Personne dans les rues, [...] pour éviter que la police ne nous embarque et ne nous force à aller voter. »

Ce désaveu flagrant infligé au pouvoir témoigne de la perte de confiance

de la population, en particulier dans les grands centres urbains. Elle s'enfoncé, mois après mois, dans la misère car elle paie plus que jamais le prix de l'inflation qui frôle les 50 %, d'après les chiffres gouvernementaux largement sous-estimés. Viande, fruits, soins médicaux, logement sont devenus inabordables. Tout est sacrifié pour essayer de se nourrir quand même et payer son loyer, qui a souvent été multiplié par deux. Des jeunes se suicident de désespoir, faute de trouver un emploi... « Personne n'est content ici. Dans cette prétendue République, les gens sont affamés ou le seront bientôt à cause de l'explosion des prix alimentaires, et tout le monde a perdu au moins un proche des mains de la police des mœurs. »

L'abstention à ces élections est une indication de la rupture d'une partie de la population avec un pouvoir politique qui avait su malgré tout se constituer une certaine base sociale.

Livia Bourgoïn



En Iran, avant les élections.

Le 19 mars : secteur public, salaires à la traîne !

L'ensemble des fédérations syndicales de la fonction publique appellent à une journée de grève et de manifestations mardi 19 mars, principalement sur la question du pouvoir d'achat.

Plus de cinq millions de salariés ont comme patron l'État ou les administrations publiques, qui ne sont pas plus tendres que le grand patronat. D'autant moins que le gouvernement réserve toujours plus de milliards aux grandes entreprises ou au budget militaire. Les travailleurs des services publics en font les frais.

Le point d'indice sert de

base au salaire des fonctionnaires et aux rémunérations des nombreux autres travailleurs employés sous divers statuts. Pendant cinq ans et demi, ce point a été gelé. Puis il n'a augmenté que de 3,5 % en juillet 2022 en pleine inflation, et de 1,5 % en juillet 2023, puis plus rien à l'horizon au moment où le gouvernement passe le rabot sur les budgets sociaux. Or

depuis 2017, l'augmentation officielle des prix a été de 20,64 %, sans parler de la hausse réelle des produits de consommation courante en grande surface qui est bien supérieure.

Les raisons de se mobiliser le 19 mars ne manquent pas. Il faut imposer que les salaires suivent réellement la hausse des prix et que les pertes de ces dernières années soient compensées par une hausse générale de plusieurs centaines d'euros par mois.

Lucien Déroit

Uber, Deliveroo : ils peuvent compter sur Macron

L'Union européenne vient d'approuver à la majorité des États membres une directive sur les travailleurs des plateformes numériques telles que Uber, Deliveroo, Bolt et autres chauffeurs de VTC.

Elle viserait, selon certains critères, à ce qu'ils soient considérés comme des salariés, avec les droits correspondants.

En fait, cet accord est déjà vidé de son sens par le refus de la France et de l'Allemagne de le valider, la directive votée laissant d'ailleurs chaque État membre libre de décider comment qualifier ces travailleurs, salariés ou « indépendants ». Malgré la directive européenne, leurs employeurs, du moins en France et en Allemagne, ne seront toujours

pas soumis aux obligations du droit du travail s'appliquant aux salariés.

En fait depuis 2021, début des discussions sur ce sujet, le gouvernement français a systématiquement défendu le point de vue des Uber et autres, reprenant même l'argument hypocrite selon lequel ces travailleurs tiendraient à leur statut d'indépendants ! Mais Macron, quand il était ministre de l'Économie, était déjà un soutien acharné d'Uber !

Cédric Duval

Dassault Aviation : le beurre et l'argent du beurre

Le 6 mars, Dassault Aviation a publié ses résultats annuels pour 2023. Les dividendes versés aux actionnaires, pour l'essentiel aux rejetons de la famille Dassault, augmentent de quelque 12 %.

Quant aux salaires, la direction générale annonce une hausse de 2,4 %, alors que les travailleurs de plusieurs usines, celles d'Argenteuil, de la région bordelaise ou encore de Biarritz et Argonay, débrayent depuis plusieurs semaines, revendiquant une augmentation de 200 euros pour tous.

Dassault Aviation présente un résultat opérationnel en baisse, passé de 572 millions d'euros à 349. Mais tout s'explique : cette baisse affichée des bénéfices relève d'une manipulation consistant à en transférer une partie dans la trésorerie des actionnaires la veille de la publication du bilan annuel. Cette trésorerie sert alors à leur racheter quelque 1,85 million d'actions, soit 330 millions d'euros au cours actuel, qui seront ensuite détruites. Les actions

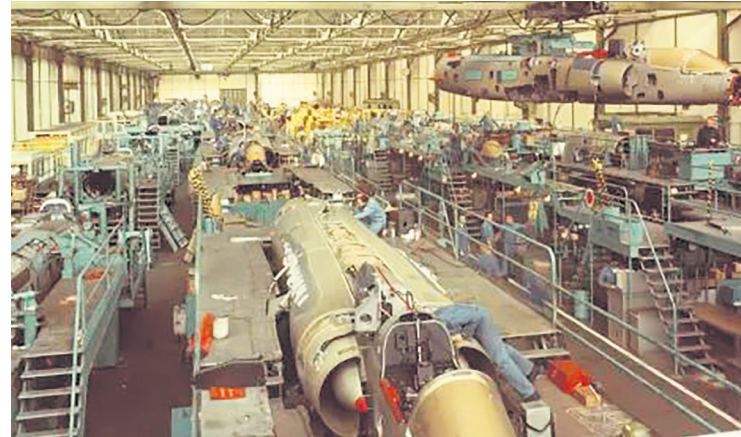
restantes, toujours en possession des actionnaires, n'en prenant alors que plus de valeur. Cette manœuvre financière permet également de réduire de près de 40 % la prime de participation versée aux travailleurs, mais uniquement à ceux embauchés avec un contrat « Dassault », tous les autres

ne touchant rien, comme d'habitude !

La messe n'est pas dite, car Trappier, le PDG, annonce un carnet de commandes plein pour les dix années à venir et une montée en cadence sur la production du Rafale, avec des samedis travaillés.

Les actionnaires gagnent plus en ne faisant rien. Eh bien, les travailleurs, eux, ont tous besoin de ces 200 euros de plus sur le salaire.

Correspondant LO



Chaîne de fabrication de Mirage F1.



Nos lecteurs écrivent Profits en hausse dans l'armement

En ce moment, dans l'industrie de l'armement, on subit des cadences qui augmentent de plus en plus. Dans une usine Dassault, pour répondre aux commandes de Rafale venant de partout (une quarantaine pour l'Inde, une autre pour la

France, etc.), on est passé de dix à huit jours pour assembler un avion. Ils veulent même nous faire passer à six ! Alors forcément, ça engendre plus de douleurs musculaires, de crampes, de fourmillements dans les bras et les jambes. Certains

jours, je ne sens même plus mes talons en sortant du boulot. Ils essaient de nous amadouer en nous promettant des primes, mais c'est toujours pour plus tard. Ça m'écoeure, car à chaque fois qu'on demande quelque chose, c'est la même réponse : pas

d'argent, on n'a pas d'argent ! Et les milliards de profit, alors, ils sont à qui ?

Cette course à l'armement, ça sent le sapin pour le monde entier. Et les bénéfices qu'ils en tirent, on n'en voit pas la couleur.

Un ouvrier en colère

Forvia – Méru : contre le plan de 10 000 suppressions d'emplois

Après l'annonce de Forvia-Faurecia de supprimer 10 000 emplois en Europe sur 75 000, cela malgré un résultat opérationnel de 1,4 milliard d'euros, les syndicats ont fait une première prise de parole, le 12 mars, à l'usine de Méru.

Il y a 31 sites Forvia-Faurecia en France, pour 11 000 salariés. L'usine de Méru en compte encore près de 1 000, contre 1 300 en 2018.

Un tiers sont des ouvriers de production, fabriquant

les planches de bord et d'autres éléments, essentiellement pour Stellantis à Poissy et Renault à Flins. Les autres salariés font partie du centre de recherche, le « Créa », que la direction vise particulièrement en

voulant recourir encore plus à l'intelligence artificielle.

Pour préparer leur plan d'attaque de la division de quatre usines à laquelle appartient celle de Méru, l'équipe directoriale s'est réunie en séminaire pendant deux jours au château de la Pommeraye près de Caen, résidence de luxe offrant des nuits à 210 euros et des petits fours à volonté. Ensuite, les syndicats ont

été convoqués à une réunion à Paris lundi 11 mars.

Là, les syndicalistes ont eu la surprise d'être accueillis par une vingtaine de cars de CRS : autant de monde pour une dizaine de personnes, c'est la preuve en tout cas que Forvia se méfie des réactions possibles des salariés.

Ceux-ci ont bien sûr déposé un « droit d'alerte », autorisant un

expert-comptable à fouiller dans les documents que la direction voudra bien communiquer.

Pour la prise de parole du 12 mars dans l'entreprise, les syndicats avaient convoqué la télévision. Les salariés étaient à l'écoute, une partie d'entre eux sont d'ores et déjà prêts à participer aux futures actions.

Correspondant LO

SNCF : à Dijon, la mort d'un cheminot

Lundi 11 mars, vers 23 heures, un travailleur de l'équipe voie de Dijon-ville, Nouredine, a perdu la vie et un collègue d'un autre service a été blessé à la tête. Ils intervenaient en gare de Dijon-ville.

Nouredine avait 33 ans et était père de deux jeunes enfants. Apparemment, suite à un défaut détecté par la « Mauzinet » (engin de mesures), ces deux travailleurs sont retournés sur le terrain pour prendre des cotes à la règle. C'est à ce moment-là qu'ils ont été percutés par un train de marchandises.

Tout le monde, à la brigade, était effondré et comment ne pas l'être ? Comment, également, ne pas être en colère ? Cela fait des années que les cheminots font remonter tous les dangers du travail de nuit, du manque de matériel, du sous-effectif, du manque

d'annonceurs. C'est quand il y a un mort qu'on voit arriver la direction nationale, pour dire la main sur le cœur : « On est avec vous. » De quoi hurler !

Depuis des années, la direction de la SNCF généralise et banalise le travail de nuit. À la voie, tous savent que les risques d'accident sont alors multipliés. La plupart des accidents mortels à l'équipement ont lieu à ce moment-là. Problèmes de visibilité, intempéries, fatigue, procédures de protections mal ficelées mettent en danger les cheminots, mais on doit finir par intervenir sur le terrain, pour rendre les voies



Les voies de la gare de Dijon.

et faire circuler les trains, comme en pleine journée.

C'est une vraie politique et un vrai choix de la direction de la SNCF que de faire circuler les trains à tout prix. Encore faudrait-il qu'elle en paye le prix et redouble de précautions. Or, pour les cheminots, respecter les procédures de sécurité déjà plus ou moins fiables, est, de fait, de plus

en plus compliqué. À la voie, cela ne pardonne pas.

S'il y a une chose que les travailleurs savent et qui se confirme, c'est qu'ils ne peuvent pas du tout faire confiance à la direction. Celle-ci tentera de se défaire et de faire porter la responsabilité de l'accident, sous un quelconque prétexte, au collègue dé-cédé. Pour les cheminots,

c'est hors de question, ils n'ont pas à travailler en risquant leur vie et c'est bien la direction qui les y pousse !

Il était question de se mettre de nouveau en grève pour dénoncer l'aggravation du travail de nuit prévu par la direction, ce sera une grève en hommage à Nouredine.

Correspondant LO

La direction condamnée aux Prud'hommes

En 2019, un mouvement collectif de recours au droit de retrait s'était propagé chez les cheminots de la région Champagne-Ardenne, puis à l'échelle du pays, suite à un accident ferroviaire.

La direction de la SNCF avait contesté ce droit de retrait et opéré des retenues sur salaire. Le conseil des prud'hommes vient de condamner cette action de la SNCF.

Le 16 octobre 2019, lorsqu'un TER avait percuté un convoi exceptionnel sur un passage à niveau près de Boulzicourt, dans les Ardennes, l'agent de conduite était le seul cheminot à bord, en raison de la politique d'équipement à agent seul (EAS) imposée depuis plusieurs années par la direction de la SNCF au mépris de la sécurité et de l'opposition des cheminots. Le conducteur, blessé, avait dû effectuer lui-même les procédures de sécurité en marchant sur les voies une torche à la main sur des centaines de mètres pour éviter un sur-accident, alors que les 70 usagers du train étaient livrés à eux-mêmes après le choc.

Le soir-même, les contrôleurs et conducteurs de

la région avaient cessé le travail, plus aucun train ne circulant entre Reims, Épernay et Charleville. Puis le mouvement s'était étendu comme une traînée de poudre à l'échelle du pays malgré les menaces de l'encadrement, touchant aussi les Intercités et les TGV. Cette réaction largement spontanée était une démonstration de force et de solidarité face à l'irresponsabilité de la direction.

Le jugement du conseil des prud'hommes est cette fois favorable aux travailleurs en reconnaissant que les cheminots, en raison de cette politique d'équipement à agent seul, « faisaient face à un danger imminent ». La SNCF devra payer un rappel pour rembourser les retenues de salaire. Mais cette politique et ce danger permanent pour les cheminots et les voyageurs se poursuivent. Seule l'action collective peut y mettre un coup d'arrêt.

Christian Bernac

Stellantis – Rennes-la-Janais : pôle d'excellence... pour les discours

La maire de Rennes se félicite de la future implantation d'une usine Safran sur la partie du site de la Janais à Rennes que la Métropole a rachetée à PSA il y a neuf ans et où elle déclarait vouloir installer un « pôle d'excellence ».

Il y aurait 200 emplois à la clé dont, bien sûr, rien ne dit qu'ils seront en CDI ni même qu'ils existeront vraiment. Mais en neuf ans, PSA a supprimé 3 000 emplois à la Janais, 10 000

en vingt ans ! Stellantis, fusion de PSA et de Fiat, vient de licencier 200 intérimaires à la fin du mois de février à l'usine de la Janais. Ces emplois promis ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des emplois supprimés.

La maire de Rennes s'est aussi bien gardée de rappeler que les 52 hectares de terrain achetés à prix d'or (plus de 13 millions d'euros) à PSA il y a neuf ans avaient été donnés gratuitement

à Citroën dans les années soixante. Une pratique qui perdure puisque six hectares seront donnés gratuitement à Safran pour sa nouvelle usine : il est vrai que Safran, qui a déclaré 3,166 milliards d'euros de profits en 2023, est certainement dans le besoin...

Que les capitalistes créent ou détruisent des emplois, ils ont le soutien sans faille de politiciens à leur service.

Correspondant LO

Chantier naval – Saint-Nazaire : pollution et mortalité aggravée

Un rapport de la direction régionale de l'aménagement et du logement, réalisé suite à l'inspection du 21 décembre 2023, a révélé au grand jour que des tonnes de déchets « dangereux et non conformes » sont stockées sans précaution dans des bennes et « big bags » ouverts ou éventrés.

Les travailleurs de l'entreprise sont les

premières victimes de la dispersion de substances toxiques dans l'air et les riverains semblent aussi touchés car des taux d'arsenic de dix fois supérieurs à la norme ont été constatés dans l'eau des puits.

L'Observatoire régional de la santé (ORS) a d'ailleurs déjà signalé que le taux de mortalité avant 65 ans des habitants de la

région nazairienne était supérieur à la moyenne nationale de 42 % pour les hommes et de 9 % pour les femmes.

La responsabilité du patronat local en général, et de celui des Chantiers en particulier, qui font prendre sans vergogne de tels risques aux salariés et à la population environnante, est écrasante.

Correspondant LO

Elior Derichebourg - Grenoble: troisième semaine de grève

« On jongle parfois avec trois patrons pour essayer de cumuler les heures, d'avoir un smic, vous imaginez ça ? Qui peut supporter ça ? Psychologiquement on est solide, physiquement on est sur les rotules mais on est debout ! » C'est ainsi que Mounia, femme de ménage, répondait à un journaliste.

En grève totale depuis plus de deux semaines, les femmes de ménage – et quelques hommes – sont très en colère contre leur patron, le groupe Elior-Derichebourg et contre l'État complice qui sous-traite le nettoyage des locaux des administrations grenobloises (Finances, inspection du travail, DDT, tribunal administratif et préfecture). En effet, douze femmes de plus de 55 ans ont reçu des lettres leur donnant ordre de changer de lieu de travail, sans aucune discussion préalable et dans un délai d'une semaine, pour aller travailler au CHU, en Ehpad ou ailleurs.

Ces changements vers des métiers différents du nettoyage de bureau leur sont imposés sans tenir compte de leur âge. Ils occasionneraient un allongement du temps de transports et des changements d'horaires. Ils se répercuteront aussi sur leurs collègues de travail qui devront les remplacer sur les sites, et supprimeraient presque 50% de l'effectif. Pour les grévistes, il n'en est pas question : « On ne nous a fait aucun cadeau, pendant le Covid, on a pris tous les risques, même pas une prime, un merci, alors des cadeaux, nous non plus, on n'en fera pas », a résumé l'une d'elles.

Guadeloupe : suspension de la grève aux Abymes

Après deux semaines de grève, les employés de la mairie des Abymes ont décidé de reprendre le travail. Cette décision a été prise à l'unanimité du comité de grève et compte tenu de l'assentiment de l'ensemble des grévistes.



Sur le piquet de grève.

Les employés étaient entrés en grève le 27 février avec comme revendication principale d'obtenir des tickets restaurant. Au cours de leur deuxième semaine de grève, ils sont passés à des actions plus dures. Ils ont bloqué la cantine pendant plusieurs jours, s'adressant par voie de tract et en paroles aux parents d'élèves, en grande majorité

solidaires avec la grève. Vendredi 8 mars, lors de la journée internationale de lutte des femmes, les grévistes ont bloqué l'entrée de la mairie. Les travailleurs communaux des Abymes qui sont en grande majorité des femmes tenaient à montrer une combativité accrue lors de cette journée symbolique.

Pendant toute la grève,



Les salariées d'Elior - Grenoble devant le centre des finances.

Elior, repris en main depuis peu par Derichebourg, prétend perdre de l'argent sur ces chantiers et affirme se heurter à un refus de l'État de réviser les prix du marché. En réalité, les deux sont complices et bien d'accord pour demander aux travailleurs de se sacrifier.

Le 8 mars, jour de lutte pour le droit des femmes, les grévistes ont reçu le soutien de la députée Rachel Keke. L'ancienne femme de ménage, qui a mené une longue grève dans un hôtel Ibis, est venue manifester à leurs côtés à Grenoble. Face aux médias, la trentaine de grévistes en cortège dynamique, femmes et hommes, ont pu exprimer leur rage et leur détermination.

Lundi 11 mars, la grève

qui entrerait dans sa troisième semaine était totale et regroupait tous les travailleurs du ménage des sites concernés, très soudés, y compris les chefs d'équipe. Un comité de grève a été élu, composé de l'ensemble des grévistes et soutenu par les syndicats des administrations et le syndicat CGT du nettoyage.

La direction refuse de discuter avec les grévistes de Grenoble mais a fait un simulacre de proposition aux représentants

syndicaux centraux. Tous ont reçu le message qu'aucun accord ne pourrait se faire sans validation du comité de grève de Grenoble et des grévistes. Seul un protocole de fin de conflit, validé par les grévistes, sera accepté pour une éventuelle reprise du travail. En attendant, comme l'a dit Fatima, une gréviste dont France 3 a fait le portrait dans un reportage sonnait juste : « On n'arrêtera pas, on ne lâchera pas ».

Correspondant LO

MEG Céramique - Oiry : "On veut voir les comptes!"

Lundi 4 mars, la majorité des 72 salariés de l'usine MEG-Céramique à Oiry, dans la Marne, se sont réunis devant l'usine pour protester à l'annonce d'un probable placement en liquidation judiciaire.

Un noyau dur d'une quinzaine de travailleurs s'est organisé pour revenir chaque jour devant le portail de l'usine et surveiller le passage des camions, afin d'empêcher la direction de récupérer et d'expédier ailleurs les machines et le stock de carrelage.

Les salariés se méfient des manœuvres du patron qui a menti sur la situation de l'usine, leur imposant du chômage partiel depuis huit mois, puis des congés, tout en promettant une reprise reportée de semaine en semaine, alors même que l'électricité était coupée dans l'usine depuis décembre. Il parle maintenant de trouver un repreneur,

tout en laissant entendre que si l'usine est placée en liquidation, il n'y aura peut-être même pas de quoi payer les indemnités.

Pour les travailleurs mobilisés, les machines et le stock doivent d'abord servir à leur payer leur dû, et il n'est pas question de laisser le patron en disposer. Comme le dit l'un d'entre eux, « On veut voir les comptes d'abord ! »

La direction pensait que la longue période de chômage aurait suffisamment démoralisé les travailleurs pour pouvoir les jeter dehors sans préavis. C'était compter sans leur réaction.

Correspondant LO



Centre hospitalier de Nevers : **au bord de l'implosion!**

Début mars, le collectif des Urgences de l'hôpital de Nevers a de nouveau pris la parole dans la presse pour dénoncer leur situation.

« Aujourd'hui, les Urgences sont saturées, les patients dorment dans les couloirs sur des brancards. » En 2018, on a compté 33 000 passages aux urgences, 31 000 en 2023 ; mais en 2018, 420 patients avaient passé la nuit aux Urgences contre 4 300 en 2023 !

Il arrive que des patients soient installés dans le sas d'accès des ambulances, dénudés, contentionnés sur des brancards, sans surveillance, exposés aux gaz d'échappement. Sept postes de médecins sur 26 sont occupés. Il peut arriver qu'un seul médecin soit présent pour 36 patients dont trois en « déchoquage ». Ce même médecin est censé répondre aux urgences vitales. Il devait aussi assurer le Smur, mais cette activité a été transférée à l'hôpital de Decize, situé à 30 km.

Par manque de lits (399 lits ouverts sur 602 autorisés), on ne peut orienter les patients dans les différents services. En conséquence, ils restent dans les couloirs en attendant qu'un lit se libère. Les médecins

dénoncent le fait que, plus on passe de temps aux urgences, plus la mortalité et la morbidité augmentent. La sécurité sanitaire est ainsi mise à mal. « Au 3 mars, c'est déjà 1 100 personnes qui sont restées la nuit aux Urgences. Nous sommes sur une base de 6 000 personnes à l'année », s'inquiète un médecin.

La direction ose dire qu'il y a là des problèmes d'organisation, de fonctionnement, que l'activité ne serait « pas assez efficace ». L'administration provisoire mise en place il y a presque six mois, après le refus de la certification, avait assuré lors de son installation ne pas chercher « de petites solutions », ni de « sparadrap », ajoutant : « Il faut prendre ce sujet sur le fond, dans la durée, dans la construction. » Mais elle ne s'en est tenue « qu'à la forme » en mettant en place « une mission d'appui » et « une commission d'enquête ».

Le personnel en a assez des constats sans solutions. Les causes des problèmes sont bien connues de tous



FRANCE TV.

ceux qui travaillent à l'hôpital : manque de personnel, manque de lits. Quand la direction dit qu'elle a trouvé une solution et envoie un médecin à l'unité d'hospitalisation de courte durée c'est qu'elle a enlevé un médecin d'un autre service. Et toutes les décisions prises sont du même niveau.

Le maire de Nevers, macroniste de la première heure, a donné une interview à France 3 Bourgogne sur la situation à l'hôpital. Pour lui, les choses sont simples : « Ceux qui n'ont pas envie de travailler, je l'ai dit : qu'ils quittent l'hôpital ! »

Quelques jours plus tard, il récidivait dans le journal local en déclarant : « Oui, je le redis. Ceux qui ne se sentent pas bien, qu'ils quittent l'hôpital. » Et d'ajouter : « Si les médecins sont engagés, qu'ils le montrent. Qu'ils travaillent. [...] aujourd'hui, les urgentistes font ce qu'ils veulent. » Si les urgences ne fonctionnent pas, c'est la faute du personnel, voilà la réponse pleine de mépris du maire.

Or, c'est justement le personnel qui, en se mobilisant régulièrement, en faisant connaître publiquement ses conditions de travail, fait en sorte que

le service des urgences ne ferme pas. Il y a deux ans, les membres du personnel de la maternité s'étaient mis en arrêt maladie tous ensemble pour faire connaître leurs problèmes. C'est ce qui avait fait bouger le ministère et permis de garder la maternité. En revanche, les courriers, mails aux maires, députés, sénateurs, ministres ne reçoivent jamais de réponse.

Alors, oui, il faut se mobiliser, « l'ouvrir » haut et fort et faire savoir publiquement comment sont traités les patients et le personnel.

Correspondant LO

CHI Clermont Fitz-James : la psychiatrie hospitalière en cours de destruction

Depuis dix ans, l'un des plus grands hôpitaux psychiatriques publics du pays, le CHI de Clermont Fitz-James dans l'Oise, voit ses moyens continuellement réduits par l'ARS, qui relaie la politique des ministres successifs de la Santé.

Faire des économies sur le dos des malades et des travailleurs hospitaliers étant l'objectif, le nombre de lits d'hospitalisation est passé de 1 541 à 596 au fil des externalisations en maisons d'accueil spécialisées ou de l'envoi de patients en Belgique... La rénovation des

bâtiments et la construction de nouveaux locaux sont aussi le prétexte à la réduction du nombre de lits par pavillon, qui deviennent de belles coquilles vides. Mais les besoins en soins psychiatriques n'ont pas diminué, au contraire.

Les centres médico-

psychologiques de l'Oise, qui dépendent du CHI (Centre hospitalier isarien) et dont certains ont été fusionnés, sont débordés, d'autant plus qu'il y a pénurie de psychiatres. Pour avoir un premier rendez-vous, il faut attendre six mois à un an, pendant lesquels la maladie a toutes les chances de s'aggraver. La pédopsychiatrie est particulièrement sinistrée : les jeunes en souffrance sont renvoyés vers des institutions privées, mais surtout vers l'école, qui ne peut pas les soigner, et vers les familles impuissantes devant la maladie d'un enfant. Les soignants les plus investis auprès des patients sont révoltés qu'on leur retire ainsi les moyens d'une psychiatrie où le lien humain joue un grand rôle.

La direction du CHI applique les injonctions de l'ARS d'assurer l'équilibre

budgétaire. Les 120 postes vacants permettent d'économiser 4 millions d'euros par an, et tant pis pour les services qui fonctionnent de plus en plus en mode « dégradé », nouveau terme pour éviter d'avouer le sous-effectif. Les pressions sont constantes pour imposer des changements de planning et des retours sur les repos.

Les employés supportent les pressions à la productivité, surtout dans des structures devenues semi-privées comme la cuisine et la blanchisserie. Cette dernière cherche des « marchés » auprès d'hôpitaux et d'Ehpad de l'Oise qui ferment leur blanchisserie : ces « clients », rapportant de l'argent au budget du CHI, ils sont prioritaires sur la fourniture de linge à ses propres pavillons... Une des deux crèches accessibles aux jeunes parents de l'hôpital a fermé,

l'autre ne fonctionne plus le week-end.

Malgré une mobilisation importante en 2018, les hospitaliers ont subi la perte de dix jours de RTT en raison du passage de 8 heures à 7 heures 30 de travail par jour. À présent, prétendant agir face au manque de personnel, la direction veut passer des services à des horaires de 12 heures, faisant miroiter la promesse de jours de repos qu'elle a supprimés auparavant.

Le prochain départ du directeur et l'arrivée d'un nouveau ne doivent donner aucune illusion sur la politique suivie. Mais il n'y a aucune raison que les travailleurs du CHI se résignent à ces reculs et à un fonctionnement ressemblant de plus en plus à celui d'une entreprise capitaliste.

Correspondant LO



Lors d'une précédente grève au CHI.

Renault – Flins : les chaînes s'arrêtent, les travailleurs restent

À la fin du mois de mars, la fabrication de voitures neuves s'arrêtera définitivement à l'usine Renault de Flins, où travaillent encore environ 2 100 salariés, dont 300 en intérim.

L'usine ne ferme donc pas en totalité, mais les ateliers du Montage, de la Peinture et une partie de la Tôlerie, soit un tiers de l'usine, sont concernés par l'arrêt des chaînes. Un des aspects les plus choquants est que, en quelques années, un millier de travailleurs intérimaires ont été licenciés au passage.

Petit à petit, les immenses ateliers qui abritaient la fabrication des voitures se sont vidés. Les terrains de l'usine, soit 230 hectares portant 80 hectares de bâtiments, sont mis en vente à la découpe. L'activité va continuer aux Presses, en partie en Tôlerie, au magasin de pièces détachées, ainsi que dans trois bâtiments rénovés pour de nouveaux travaux. En fait, depuis l'annonce de l'arrêt de fabrication il y a trois ans, deux usines cohabitent : l'une va fermer et l'autre continue à tourner, qui devrait être consacrée à « l'économie

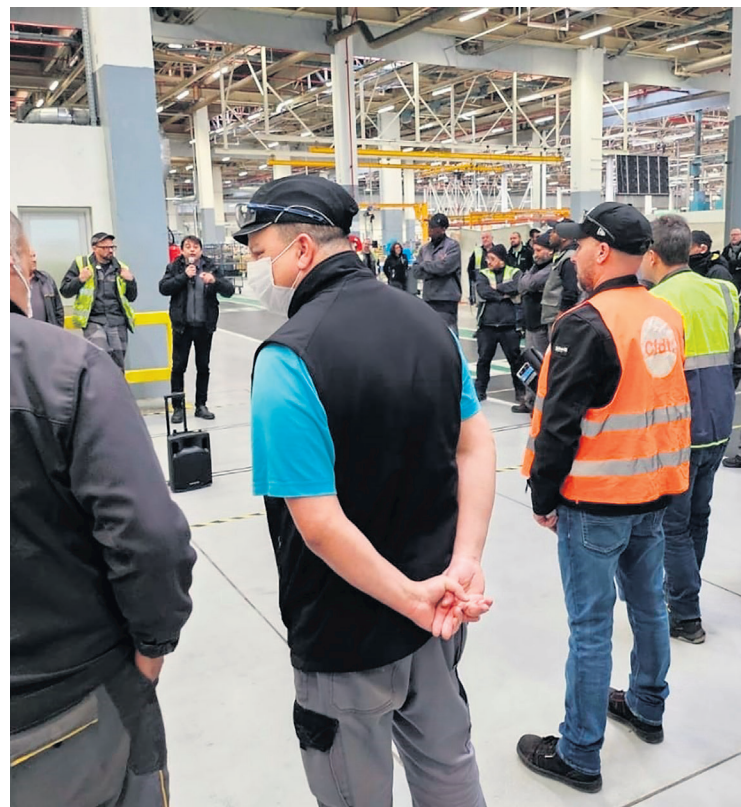
circulaire ». Celle-ci devrait comprendre la rénovation de voitures ou de moteurs d'occasion, la réparation de véhicules accidentés, etc.

Les patrons tentent de faire croire que ces « nouvelles » activités assureront l'avenir de l'usine et de ses salariés. En fait nul ne sait, et pas plus la direction que les travailleurs, à quel avenir elles sont promises. Elles ont en tout cas servi à couvrir l'arrêt de la fabrication de voitures tout en évitant une opposition frontale des ouvriers.

Cela ne signifie pas que les travailleurs soient restés sans réaction et l'usine en a connu à plusieurs reprises. Dernièrement, il ne s'est pas écoulé un mois sans un débrayage, un rassemblement, à quelques dizaines, pour des reclassements, contre des suppressions de postes, contre un chef, une sanction ou pour demander des comptes sur la paye. L'hiver

a donné lieu à plusieurs débrayages dans cette usine où règnent les courants d'air. Qu'une dizaine d'ouvriers arrêtent le travail et on a vu aussitôt les chefs accourir avec des grands manteaux... Le mécontentement s'est aussi manifesté il y a peu lorsqu'un chef a annoncé à un travailleur que la semaine suivante, il devrait aller chercher un poste dans un autre secteur, le sien étant supprimé. Il s'est entendu répondre que c'était également bon pour lui-même ! Le 5 mars, à la prise de poste le matin, des travailleurs du ménage se sont préparés à se défendre contre la suppression de sept postes sur 25. Le même jour, des travailleurs de l'atelier d'échange de moteurs et de boîtes de vitesse, au bâtiment S, protestaient contre la faiblesse des salaires et les 2,5 % d'augmentation, sans rapport avec la perte de pouvoir d'achat.

Depuis quelque temps, après l'annonce des 2,3 milliards de bénéfices de Renault, comparés à la maigre augmentation des salaires ouvriers, le mécontentement



Le rassemblement du 12 mars.

persiste. Lors d'une enquête réalisée par les militants de la CGT, et à laquelle ont répondu 700 travailleurs, ils ont estimé la somme manquante chaque mois sur la feuille de paye à 450 euros.

Quelle que soit l'intention des patrons quant au devenir des activités, malgré le découpage de Renault en filiales, les réactions des travailleurs sont fréquentes, quoique ponctuelles et localisées. Beaucoup ont pris l'habitude de se réunir, ne serait-ce que

sur les pauses, pour discuter. Le 7 mars, après avoir tenté d'imposer aux travailleurs du bâtiment S le rattrapage en heures supplémentaires obligatoires non payées de deux futures journées chômées, la direction a dû faire machine arrière. Et, le 12 mars, 70 travailleurs encore ont tenu à se rassembler pour montrer combien, dans cette situation où l'incertitude sur l'avenir domine, ils restaient attentifs et mobilisés.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Lot-et-Garonne : la colère dévoyée des petits agriculteurs

De la montée à Rungis fin janvier jusqu'au Salon de l'agriculture fin février, les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont été à la pointe de la mobilisation agricole. Alors que dans la plupart des départements, la FNSEA est le syndicat majoritaire, dans le Lot-et-Garonne la Coordination rurale dirige depuis 2001 la Chambre d'agriculture.

La Coordination rurale est un syndicat qui se distingue de la FNSEA par ses opérations musclées contre les « écolos gauchos » et contre l'État, et par ses discours plus radicaux. Le revenu agricole dans le Lot-et-Garonne est parmi les plus faibles du pays et les différences entre les gros et les petits, déjà fortes, se sont renforcées des dernières décennies. Ainsi plus de la moitié des 5 000 exploitations du département ne dépassent pas 50 hectares, totalisant moins de 20% de la surface agricole, tandis que 17% d'entre elles dépassent 100 hectares et regroupent plus de la moitié de la surface agricole. Les petits agriculteurs, qui sont souvent surendettés, éprouvés et isolés, forment la base de la Coordination rurale 47 (CR47), alors que celle-ci est dirigée par des exploitants parmi les plus prospères. Ainsi l'un de ses fondateurs, qui en a été un dirigeant

des années 1990 aux années 2010, est Michel de Lapeyrière, céréalier et notable local, surnommé le Baron. Son leader le plus connu est Serge Bousquet-Cassagne, pépiniériste, producteur de pruneaux et de maïs sur une centaine d'hectares, surnommé la Castagne. Il est connu pour ses actions coup de poing et ses idées d'extrême droite, comme la suppression du RSA, des allocations chômage et du smic, afin selon lui de « remettre les Français au travail ». À la tête de la Chambre d'agriculture depuis 2013, il y dissout les instances du personnel et a laissé les salariés sans représentation.

Le programme de la CR47 est simple : guerre à l'administration et liberté totale d'exploiter la terre et les salariés agricoles. Les dirigeants du syndicat ont gagné leur popularité auprès des petits agriculteurs au travers d'actions musclées, qui leur ont valu des



dizaines de condamnations en justice, sur fond d'idées antiouvrières et réactionnaires. Ainsi en 2001, la CR47 occupait la préfecture d'Agen pour réclamer le droit de faire venir des ouvriers agricoles polonais et marocains avec des contrats précaires. Bousquet-Cassagne demandait alors « des gens qui ont faim et qui ont envie de travailler », les travailleurs du département étant qualifiés de « bras cassés ». Dans les années 2000, le syndicat a organisé les « FAR », les Forces d'action rapide, destinées à rassembler dix ou vingt agriculteurs pour faire pression sur les employés de l'État contrôlant une exploitation ou sur un juge des

Prud'hommes prenant des décisions en faveur d'un salarié agricole au détriment du propriétaire. Dans cette veine, en 2004, avec des affiches « Non à l'inquisition », la CR47 a soutenu un agriculteur de Dordogne qui avait abattu deux inspecteurs du travail enquêtant sur les conditions de travail de ses saisonniers.

La CR47 n'hésite pas non plus à menacer physiquement les militants écologistes, à défendre l'emploi des pesticides sans contrôle, à dénoncer les normes, européennes ou étatiques, ainsi que les importations de produits étrangers, et à se comporter en milice. En 2014, elle a envoyé ses membres affronter les zadistes qui

s'opposaient à la construction du barrage de Sivens dans le Tarn. En 2018, avec la Chambre d'agriculture et malgré l'opposition de l'État, elle a organisé la construction par les agriculteurs eux-mêmes d'une mégabassine à Caussade.

La révolte des petits agriculteurs du Lot-et-Garonne, broyés par la société capitaliste, est légitime. Mais ils ne trouveront une réelle solution à leurs problèmes que dans la lutte contre le capitalisme, représenté par les gros propriétaires, les trusts et les banques, alors que des démagogues comme ceux qui dirigent la CR47 ne font que détourner leur colère dans de faux combats.

Serge Benham

18, 19 et 20 mai : la Fête de Lutte ouvrière à Presles

La Fête de Lutte ouvrière à Presles (Val-d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai, pendant le week-end de la Pentecôte. Des dates à inscrire à l'agenda !

La carte d'entrée est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 21 avril, puis à 20 euros jusqu'au mercredi 15 mai. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête, elle coûtera 25 euros.

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass Culture. On peut profiter de 20% de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Nos lecteurs peuvent acheter leur carte auprès de nos militants, ou sur le site :

<https://fete.lutte-ouvriere.org/billetterie>



Sioen – Belgique : une fermeture révoltante !

L'entreprise flamande Sioen Industries annonce la fermeture de sa filature sur le site de Mouscron, en Belgique. En 2022, le groupe Sioen a fait près de 40 millions de bénéfice net.

La direction a annoncé aux 79 employés qu'ils allaient perdre leur emploi en invoquant les prix élevés de l'énergie et de la main-d'œuvre, qui mineraient la compétitivité de Sioen sur le marché. Ces travailleurs sont révoltés par le mépris ouvertement affiché de la patronne, la baronne du textile Michèle Sioen. Sans scrupules, depuis le château dans lequel elle réside, elle licencie d'un côté, et de l'autre signe un accord avec l'armée belge, pour fournir des « vêtements de haute technologie. »

Les 410 millions d'euros attribués à ce projet lui

paient un bâtiment tout neuf, qu'elle fait construire en urgence, en face du bâtiment qui va fermer. Dans le premier, les travailleurs sont fréquemment mis au chômage partiel, dans le second, ils sont sous pression pour terminer la construction. En réalité, Sioen ferme une usine, pourtant rentable, pour faire encore plus de profits grâce à la guerre. Et la baronne a beau dire qu'elle paye déjà deux directeurs pour gérer la fermeture sans faire de vagues, cela ne suffira pas à calmer la colère.

Correspondant LO

